

Le Luxembourg, l'Europe et le monde face au défi du changement climatique

3^e partie : La planète a besoin d'un accord mondial.

Paul
Delaunois

Après le peu d'avancées constatées à la Conférence internationale sur le climat de Poznan, la décision décevante obtenue à l'arrachée au Conseil européen de décembre 2008 sur le paquet climat-énergie et la position toujours aussi ambiguë du gouvernement luxembourgeois, j'essaie de mettre en perspective les enjeux, les défis et les positions du Luxembourg, de l'Europe et du monde dans le contexte de la lutte contre le changement climatique. Alors que le premier article de la série, traitant du Luxembourg, est paru dans le numéro de février, le second, consacré à la position de l'Europe, est paru au mois de mars. Ce troisième article fait un petit tour du monde.

C'est une grande partie de go diplomatique qui est en train de se jouer sur le dos de la planète avant la Conférence internationale sur le climat qui se tiendra à Copenhague en décembre. Avec 187 joueurs, répartis en différents camps aux alliances pas toujours très stables : les pays développés, les Etats-Unis, l'Europe, le G8, les pays émergents, la Chine, l'Inde, le Brésil et les pays pauvres, le G77, l'Afrique et encore bien d'autres configurations qui se font et se défont au gré des discussions. L'enjeu : trouver une solution pour définir l'engagement de chaque Etat pour l'après-Kyoto, car la lutte contre le changement climatique va requérir un effort considérable des pays développés, mais aussi la contribution des pays émergents pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

La question centrale, comme le décrit Yann Mens¹, est la suivante : « *A quel prix les pays en développement accepteront-ils de pénaliser leur développement pour réparer les conséquences passées et présentes du Nord ?* » Quand on sait que la plupart des pays industrialisés, dont les USA, conditionnent leur engagement à celui des deux géants asiatiques et des autres nations aux économies émergentes.

L'administration de B. Obama a d'ailleurs convoqué les 18 pays plus grands émetteurs de CO₂ pour préparer Copenhague. Une fois de plus, les quelques grands vont essayer de dégager une solution que les 179 autres nations seront forcées d'accepter.

Les bases du protocole de Kyoto sont maintenues

Lors des négociations dudit protocole en 1997, les pays émergents, regroupés avec les autres nations les moins avancées sous l'étiquette « pays en développement », n'ont pas eu à souscrire d'engagement contraignant de réduction de leur gaz à effet de serre. En effet, la Convention cadre des Nations Unies adoptée en 1992 qui régit les règles de négociations demande aux Etats parties de « *préserver le système climatique sur la base de l'équité et en fonction de leurs responsabilités communes mais différenciées et de leur capacités respectives. (...) Les pays développés dit de l'annexe 1, doivent (...) être à l'avant-garde et (...) les besoins spécifiques (...) et les situations spéciales des pays en développement doivent être pleinement pris en compte* »².

Paul Delaunois est directeur de Greenpeace Luxembourg.

Dans l'esprit des pays émergents, ces principes signifient en pratique que ceux du Nord qui ont pollué l'atmosphère depuis le début de la révolution industrielle pour asseoir leur prospérité actuelle sont priés de réparer les dégâts. Ils mettent en avant les centaines de millions de personnes qui vivent encore dans la misère dans leur pays respectif qui nécessite la poursuite de leur développement économique, mais aussi le fait que 80 % des gaz à effet de serre accumulés dans l'atmosphère proviennent des pays industrialisés et que les émissions moyennes d'un chinois, d'un indien ou d'un brésilien sont sans communes mesures avec celles d'un européen, d'un japonais ou d'un habitant des USA.

En invoquant les principes gravés dans la Convention cadre de 1992, les pays du Sud refusent de prendre des engagements contraignants de réduction de leurs émissions, car cela compromettrait leur lutte contre la pauvreté.

Cependant, les émissions des pays émergents croissent très rapidement et l'atmosphère ne fait pas de différence entre les gaz légitimes et illégitimes. Depuis 2007, la Chine est devenue le premier émetteur mondial de gaz carbonique devant les Etats-Unis, alors qu'au début des années 2000, les experts américains estimaient qu'elle ne dépasserait pas leur pays avant 2030³. A ce rythme⁴, les pays développés, quoi qu'ils fassent, n'arriveront plus seuls à stabiliser le réchauffement climatique de la planète. Les scientifiques du Giec et les experts de l'AIE sont formels : pour maintenir l'élévation de la température globale en dessous de 2°C, le seuil recommandé par les scientifiques du Giec pour éviter des conséquences incontrôlables liées au changement climatique, les pays développés doivent réduire leurs émissions de 40 % et les autres grandes économies de 20 %. Malheureusement, on n'en prend pas le chemin.

Petit tour de la planète

USA : « Peu de défis pour l'Amérique et le monde sont plus urgents que la lutte contre le changement climatique » (B. Obama, Poznan, décembre 2008)

La position des Etats-Unis concernant les questions sur le changement climatique est absolument primordiale. En effet, il s'agit de la première puissance économique mondiale, dont chacune de ses décisions a un réel impact sur l'économie mondiale, et par ses initiatives, elle entraîne une grande partie des autres économies vers une orientation donnée. Les Etats-Unis se disent prêts à prendre la tête dans les efforts mondiaux visant à lutter contre le changement climatique. C'est en tout cas ce que déclare Barack Obama, notamment à Prague, en avril dernier lors du sommet avec les dirigeants de l'Union européenne (UE) : « Ensemble, nous devons faire face au changement climatique dans le monde en mettant fin à la dé-

pendance sur les combustibles fossiles par l'exploration de sources d'énergie comme le vent et le soleil, et le lancement d'un appel à toutes les nations pour qu'elles jouent leur rôle. » Ces déclarations constituent un changement de politique radical par rapport à l'ancien président Bush. Même s'il n'a pas hésité à annoncer que la grande puissance économique était prête à signer le nouvel accord d'après-Kyoto, la plupart des spécialistes restent divisés quant à la réelle implication des Etats-Unis dans la lutte contre ce phénomène.

Des déclarations qui rassurent notamment les écologistes et les spécialistes en la matière. L'Egypte, en tant que pays concerné par les changements climatiques (10 % environ du Delta égyptien est menacé de submersion d'après les scénarios des scientifiques), prend au sérieux ces déclarations, même si les spécialistes égyptiens sont divisés quant à la réelle implication des Etats-Unis dans la lutte contre ce phénomène. A l'instar de Samer Al-Mufti, ancien secrétaire général du Centre de recherches sur le désert qui déclarait récemment : « Obama n'est pas les Etats-Unis. Il s'agit d'un grand pays de plusieurs institutions qui prennent la décision. Il essaie de changer l'image de son pays auprès du monde après les années de Bush. Mais est-ce qu'il est capable de changer la tendance publique américaine ? Est-ce qu'il est capable de convaincre les entreprises industrielles américaines, de changer leurs processus techniques ? Selon les statistiques du rapport du GIEC, les émissions des Etats-Unis à eux seuls constituent 20 à 25 % des émissions du monde. (...) Est-ce qu'ils sont prêts à changer leur conception industrielle ? On n'a qu'à attendre pour voir les actions. »

En effet, les USA tiennent un discours ambigu. Ils continuent de s'opposer à tout engagement contraignant et chiffré de réduction de leurs émissions globales⁵. B. Obama est certes très ouvert aux négociations internationales et prône des objectifs ambitieux de réduction des émissions pour... 2050, mais de façon volontaire et via un marché de permis d'émissions. Quant au Congrès, malgré sa majorité démocrate, il reste soumis à de nombreux groupes de pression industriels et il est majoritairement très réservé face à toute obligation.

Dans le même temps, l'administration Obama se rend très bien compte du potentiel économique énorme qui s'offrirait aux USA, s'ils prenaient le *leadership* mondial des nouvelles énergies et des technologies liées à l'efficacité énergétique. La crise que traverse l'industrie automobile américaine a largement fait comprendre les risques que courait à moyen terme l'industrie américaine si elle ne s'adaptait pas à cette nouvelle donne énergétique.

Dès lors, le discours s'adapte et change rapidement. Les Etats-Unis pourraient très bien voler le *leadership* mondial de la lutte contre le changement climatique à l'Europe. Cependant, l'en-

Les Etats-Unis pourraient très bien voler le *leadership* mondial de la lutte contre le changement climatique à l'Europe.

La Chine et l'Inde savent qu'elles comptent de plus en plus sur la scène internationale et souhaitent être reconnues comme des puissances « responsables ».

gagement final des USA reste conditionné à celui de la Chine, le nouveau concurrent économique de l'oncle Sam. Les USA ne prendront d'engagement que si la Chine en prend aussi sur la base de contraintes juridiquement similaires.

La Chine : « L'important n'est pas que le chat soit blanc ou noir, mais qu'il attrape les souris. » (Deng Xiaoping)

La Chine est devenue, au fur et à mesure de son ouverture et de son développement économique, l'atelier du monde. Si bien qu'une large part de ses émissions de gaz à effet de serre sert à fabriquer des biens de consommation pour l'Amérique du Nord et l'Europe. Mais compte tenu du niveau de ses émissions et de leur évolution, la Chine ne peut plus se soustraire aux efforts à fournir pour lutter contre le changement climatique.

La Chine a d'ailleurs confirmé l'importance croissante de ce sujet en étant le premier pays en développement à faire un ambitieux programme national de lutte contre le changement climatique. Les autorités chinoises ont lancé un vaste programme dont l'objectif est de réduire la consommation énergétique de 20 % par unité de PIB au cours de son plan quinquennal actuel (2006-2010). Étant donné que son industrie représente 70 % de la consommation intérieure d'électricité, le programme de réduction de consommation énergétique vise plus de 1 000 entreprises dans neuf secteurs d'activité couvrant la moitié de la consommation énergétique du secteur industriel. Parallèlement, des programmes se sont développés dans l'habitat neuf et ancien ainsi que dans les transports.

La Chine s'est aussi lancée dans un vaste programme de développement des énergies renouvelables et compte doubler la part des énergies renouvelables dans sa consommation totale d'énergie pour la faire passer de 8 % en 2006 à 16 % en 2020. Pour y parvenir, c'est plus de 10 milliards de dollars qui sont investis chaque année dans ce secteur. A titre d'illustration, la capacité du parc éolien chinois a été portée de 2,6 gigawatts à 6,05 gigawatts au cours de l'année 2007.

On ne peut pas passer sous silence que la Chine concentre 1 377 projets de Mécanisme de développement propre (MDP), soit plus d'un tiers des projets mondiaux.

La Chine refuse toujours pour l'instant d'accepter de plafonner ses émissions pour la période 2012-2020, mettant en avant son propre programme qui devrait permettre de réduire de 1320 millions de tonnes les émissions de CO₂, soit 3 fois plus que l'effort souscrit par les pays développés dans le cadre de l'actuel protocole de Kyoto.

La meilleure et la plus réaliste façon d'agir pour Pékin en tant qu'Etat responsable sur la scène mondiale est de poursuivre ses efforts nationaux.

Brésil : « Le poumon de la planète est un enjeu international. » (Ban Ki Moon)

La déforestation est l'une des causes majeures du réchauffement climatique, et si le Brésil est l'un des plus grands pollueurs de la planète, c'est à la destruction de l'Amazonie, responsable de 75 % de ses émissions, qu'il le doit.

Au Brésil, le débat sur la position que devrait prendre le gouvernement Lula dans le cadre des négociations internationales sur le climat est très controversé, ce qui reflète les divergences d'opinions et d'intérêts des acteurs concernés. Les milieux industriels et agro-industriels effectuent un lobbying très intense afin de poursuivre leurs activités et surtout d'éviter que le Brésil ne souscrive à des objectifs contraignants en matière d'émissions. Cette décision viendrait à court terme encadrer leurs activités. Ils demandent donc que les pays industrialisés financent les programmes de développement durables de l'Amazonie. Les ONG et le ministère de l'Environnement s'opposent à l'expansion rapide de l'agriculture des fronts pionniers qui favorise les produits agro-industriels.

*« Face au défi que constitue le changement climatique, le gouvernement de Lula fait preuve d'ambiguïté et d'immobilisme, alors même que la protection de la forêt et de la biodiversité sont des atouts essentiels pour le Brésil dans le cadre de la crise écologique mondiale. Ces attermoissements s'expliquent sans doute par la persistance de l'idéologie développementaliste chez les élites brésiliennes, qui, traditionnellement, ont vu dans le défrichage de la forêt un facteur d'expansion et de progrès. »*⁶

Le Brésil continue de bénéficier d'une très forte influence au sein du G77, qui regroupe la plupart des pays en voie de développement. Il pourrait jouer un rôle essentiel concernant les modèles de développement alternatif fondés sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Mais l'incapacité de Brasilia à contrôler la déforestation affaiblit considérablement sa position sur la scène internationale. Lula aura-t-il le courage de se positionner clairement et d'entraîner à sa suite le G77?

Conclusions

Les enjeux sont énormes. Rarement, les dirigeants de la planète n'ont pris conscience de l'importance déterminante que leurs choix auront dans les prochains mois. Ne pas arriver à un accord international à Copenhague en décembre prochain serait une catastrophe, mais rien ne permet d'affirmer aujourd'hui que nous y arriverons.

Au plan économique et stratégique, toutes les nations, les pays développés et ceux en développement, ont compris que le modèle énergivore inspiré des USA est une impasse, quand bien même l'humanité traquerait le moindre puits de pétrole de part le monde.



(© Daniel Zanini H. – flickr.com)

La Chine et l'Inde savent qu'elles comptent de plus en plus sur la scène internationale et souhaitent être reconnues comme des puissances « responsables ». Par ailleurs, si elles veulent prendre position sur le marché des énergies renouvelables qu'elles estiment porteur, c'est avant tout pour l'exportation. Si l'Inde fabrique des éoliennes bon marché, c'est pour les vendre à des pays comme le Danemark et non pour électrifier ses propres campagnes.

Les Etats-Unis, tout juste sortis de l'ère Bush, ont un énorme « trou » de crédibilité à combler. Les belles déclarations de M. Obama sont encourageantes, mais ne suffiront pas à redorer le blason américain. Il faudra qu'ils prennent des engagements plus ambitieux que ceux proposés par la loi Lieberman-Warner sur la sécurité climatique qui envisage de ramener les émissions des USA en 2020 au niveau de celui de 1990.

L'Europe⁷ a un atout essentiel à tirer de ses négociations internationales, mais encore faudrait-elle qu'elle accepte de jouer son rôle de *leadership*, qu'elle arrête de se regarder le nombril et de se comporter comme Arpagon et dénoue les cordons de la bourse.

Enfin, l'île de Tuvalu, le Bangladesh, le Burkina Faso et tous les autres pays qui essuient au quo-

tidien les impacts du changement climatique et dont la voix est écartée des négociations principales, auront-ils toujours la patience de subir les décisions des plus puissants ?

Si plus personne ne semble nier l'importance et l'intérêt de trouver un accord international à Copenhague, tout semble encore opposer les protagonistes sur le contenu de cet accord. La crise économique et financière n'étant pas un des moindres éléments responsable des divergences, tant il est évident que les pays industrialisés devront mettre beaucoup d'argent sur la table pour convaincre les pays émergents de prendre les engagements nécessaires à la protection du climat. ♦

¹ Yann Mens : « Réchauffement climatique : que vont faire les pays émergents ? », in : *Alternative internationale* de décembre 2008

² Extrait de la Convention cadre sur la lutte contre le changement climatique des Nations Unies, 1992.

³ Zhongxiang Zhang : « Pékin en position de donner des leçons », *East-West Center* (Honolulu), 2008

⁴ +5,9 % par an pour la Chine, +4,8 % pour l'Inde, +3,5 % pour le Brésil sur www.iea.org

⁵ Source : « Breaking the climate deadlock », rapport sur les négociations internationales remis au G8, mars 2009 sur www.theclimategroup.org

⁶ Alberto Teixeira Da Silva, professeur de relations internationales de l'Université de Pará, sur www.iddri.org (Institut du développement durable et des relations internationales)

⁷ Voir article précédent paru dans forum 285 (mars 2009)